

Par dérogation à l'alinéa précédent, la rétribution annuelle brute à prendre en considération pour les allocations de fin d'année des années 1983 et 1984 est celle qui a servi de base pour le calcul de la rétribution due au bénéficiaire pour le mois de mars de l'année 1984. »

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1988.

Art. 5. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Wellington — Nouvelle-Zélande, le 3 décembre 1987.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

**J. MICHEL**

Le Ministre du Budget,

**G. VERHOFSTADT**

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,

**L. BRIL**

In afwijking van vorig lid wordt voor de eindejaarstoelage van de jaren 1983 en 1984 de jaarlijkse brutobezoldiging genomen die tot grondslag diende voor de berekening van de bezoldiging aan de gerechtigde verschuldigd voor de maand maart van het jaar 1984. »

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1988.

Art. 5. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Wellington — Nieuw-Zeeland, 3 december 1987.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,

**J. MICHEL**

De Minister van Begroting,

**G. VERHOFSTADT**

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,

**L. BRIL**

F. 87 — 2300

3 DECEMBRE 1987. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 novembre 1982 concernant l'accueil et la formation des agents de l'Etat

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 102, 10<sup>o</sup>, inséré par l'arrêté royal du 18 novembre 1982;

Vu l'arrêté royal du 18 novembre 1982 concernant l'accueil et la formation des agents de l'Etat;

Considérant qu'il importe de stimuler la participation des fonctionnaires aux activités de formation;

Vu le protocole du 4 novembre 1987 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation au sein du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 20 novembre 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>. A l'article 2, § 2, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 18 novembre 1982 concernant l'accueil et la formation des agents de l'Etat, les mots « article 7, § 1<sup>er</sup> », sont remplacés par les mots « article 7 ».

Art. 2. A l'article 4 du même arrêté, les mots « article 48<sup>quater</sup>, § 2, » sont remplacés par les mots « article 48<sup>quinquies</sup>, § 3, ».

Art. 3. A l'article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> Le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. En outre, les agents peuvent participer à des activités de formation organisées ou proposées par leur administration ou par le directeur général de la formation en vue de parfaire leur formation ou de les préparer à une promotion.

Ils sont dispensés de service pendant le temps de travail nécessaire. »

2<sup>o</sup> Le paragraphe 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Des congés de formation sont accordés aux agents qui participent d'initiative à des activités de formation agréées soit par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, soit par le Ministre dont ils relèvent, et ayant pour but le perfectionnement professionnel ou la préparation à une promotion.

N. 87 — 2300

3 DECEMBER 1987. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 november 1982 betreffende het onthaal en de vorming van het rijkspersoneel

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op het artikel 102, 10<sup>o</sup>, ingevoegd door het koninklijk besluit van 18 november 1982;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 november 1982 betreffende het onthaal en de vorming van het rijkspersoneel;

Overwegende dat de deelname aan vormingsactiviteiten door ambtenaren moet gestimuleerd worden;

Gelet op het protocol van 4 november 1987 waarin de conclusies van de onderhandeling gevoerd in het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten zijn vermeld;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 20 november 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 2, § 2, tweede lid, 3<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 18 november 1982 betreffende het onthaal en de vorming van het rijkspersoneel worden de woorden « artikel 7, § 1 », vervangen door de woorden « artikel 7 ».

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 48<sup>quater</sup>, § 2 », vervangen door de woorden « artikel 48<sup>quinquies</sup>, § 3, ».

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> Paragraaf 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De personeelsleden mogen bovendien deelnemen aan vormingsactiviteiten georganiseerd of voorgesteld door hun bestuur of door de directeur-generaal van de vorming ten einde hun vorming te vervolmaken of hen op een bevordering voor te bereiden.

Zij worden gedurende de nodige arbeidstijd van dienst vrijgesteld. »

2<sup>o</sup> Paragraaf 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Vormingsverloven worden toegekend aan de personeelsleden die op hun initiatief deelnemen aan vormingsactiviteiten erkend ofwel door de minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, ofwel door de minister onder wie zij ressorteren, en die beroepsvervolmaking of voorbereiding op een bevordering tot doel hebben.

Si l'agrément des activités de formation se rapporte exclusivement au personnel du ministère qui relève de ses attributions, le ministre prend l'avis de la commission de concertation visée à l'article 2, § 2.

Le dossier d'agrément est également soumis pour accord au directeur général de la formation. Celui-ci dispose d'un délai de trente jours à partir de la date de réception des documents pour communiquer sa décision. Passé ce délai, l'accord du directeur général est réputé acquis.

Le congé est égal à la durée de l'activité de formation. »

3° Il est ajouté un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. On entend par perfectionnement professionnel toute activité de formation qui se rapporte à la fonction exercée ou à exercer à l'avenir.

Les dispenses de service et congés de formation visés au § 2 et au § 3 ne peuvent être accordés que pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas. L'intérêt du service ne peut être opposé à l'agent pendant deux années consécutives. »

Art. 4. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Les congés de formation prévus à l'article 5, § 3, ne peuvent au total dépasser soixante heures par an.

Si le congé se situe au cours d'une période de travail à temps partiel, la durée du congé est réduite à due concurrence.

Si au cours d'une année, l'agent n'utilise pas ou n'utilise que partiellement les heures auxquelles il peut prétendre, le reliquat est reporté; le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, peut limiter à cinq le nombre de reports.

Pour le calcul du congé de formation à reporter, il est tenu compte également du travail à temps partiel effectué pendant les périodes qui donnent droit à ce congé. »

Art. 5. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. § 1. Le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, détermine les modalités de l'octroi des dispenses de services et des congés de formation.

Il fixe également les modalités de contrôle de l'inscription et de l'assiduité aux activités de formation.

§ 2. La dispense de service ou le congé de formation ne peut être accordé plus de deux fois pour participer à une même activité de formation. »

Art. 6. Article 8 du même arrêté est abrogé.

Art. 7. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Les dispenses de service et les congés de formation ne sont plus accordés aux agents pendant une période de trois années si au terme d'une activité de formation ou d'une année scolaire, il résulte du certificat à transmettre :

1° ou bien qu'ils ont été absents des cours sans raison légitime et ce pendant plus d'un cinquième de leur durée;

2° ou bien qu'ils n'ont pas signalé une interruption de plus de deux mois des travaux qui leur sont imposés en vue de leur formation.

Le certificat est délivré soit par l'autorité qui organise la formation professionnelle, soit par l'organisme qui donne la formation professionnelle. »

Art. 8. Les règles relatives à l'octroi des dispenses de service, telles qu'elles sont applicables au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, demeurent d'application jusqu'à ce que le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, ait fixé un régime.

Ingeval de erkenning van de vormingsactiviteiten uitsluitend betrekking heeft op het personeel van het ministerie dat onder zijn bevoegdheid ressorteert, wint de minister het advies in van de overlegcommissie bedoeld in artikel 2, § 2.

Het erkenningsdossier wordt eveneens voor akkoord overgemaakt aan de directeur-generaal van de vorming. Deze beschikt over een termijn van dertig dagen die ingaat op de dag van de ontvangst der stukken, om zijn beslissing mede te delen. Na het verstrijken van die termijn, wordt het akkoord van de directeur-generaal geacht verkregen te zijn.

Het verlof is gelijk aan de duur van de vormingsactiviteit. »

3° Een paragraaf 4 wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Onder beroepsvervolmaking wordt elke vormingsactiviteit verstaan die in verband staat met het uitgeoefende of in de toekomst uit te oefenen ambt.

De bij de § 2 en § 3 bedoelde vrijstellingen van dienst en vormingsverloven mogen slechts toegekend worden voor zover het belang van de dienst zich daar niet tegen verzet. Het belang van de dienst mag het personeelslid geen twee opeenvolgende jaren tegengesteld worden. »

Art. 4. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 6. De bij artikel 5, § 3 bedoelde vormingsverloven mogen in totaal zestig uren per jaar niet overschrijden.

Indien het verlof zich situeert tijdens een periode van deeltijdse arbeid, wordt de duur van het verlof in evenredige mate verminderd.

Indien het personeelslid in de loop van een jaar de uren waarop het aanspraak kan maken niet gebruikte of slechts gedeeltelijk, wordt het overschot overgedragen; de minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, kan het aantal overdrachten tot vijf beperken.

Voor de berekening van het over te dragen vormingsverlof, houdt men eveneens rekening met de deeltijdse arbeid in de periodes waarop het overgedragen verlof betrekking heeft. »

Art. 5. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 7. § 1. De minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, bepaalt de nadere regels voor de toekenning van de vrijstellingen van dienst en van de vormingsverloven.

Hij stelt eveneens de modaliteiten vast inzake controle op de inschrijving en op de regelmatige aanwezigheid bij de vormingsactiviteiten.

§ 2. De vrijstelling van dienst of het vormingsverlof kan niet meer dan tweemaal worden toegekend om aan eenzelfde vormingsactiviteit deel te nemen. »

Art. 6. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 7. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 9. De vrijstellingen van dienst en de vormingsverloven worden gedurende een periode van drie jaar niet meer toegekend aan de personeelsleden, indien na verloop van een vormingsactiviteit of van een schooljaar uit het over te maken getuigschrift blijkt dat zij :

1° ofwel in de cursussen ongewettigd afwezig waren voor meer dan één vijfde van de duur ervan;

2° ofwel geen afgifte hebben gedaan van een onderbreking met meer dan twee maanden van de werken die hun met het oog op hun vorming zijn opgelegd.

Het getuigschrift wordt afgegeven ofwel door de overheid die de beroepsvorming organiseert, ofwel door de instelling die de beroepsvorming verschaft. »

Art. 8. De regelingen betreffende de toekenning van de vrijstellingen van dienst, zoals zij bij de inwerkingtreding van dit besluit gelding hebben, blijven bestaan tot de minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, een regeling heeft vastgesteld.

Art. 9. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Wellington — Nouvelle-Zélande, le 3 décembre 1987.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur  
et de la Fonction publique,  
J. MICHEL

Le Ministre du Budget,  
G. VERHOFSTADT

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,  
L. BRIL

Art. 9. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Wellington — Nieuw-Zeeland, 3 december 1987.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken  
en Openbaar Ambt,  
J. MICHEL

De Minister van Begroting,  
G. VERHOFSTADT

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,  
L. BRIL

F. 87 — 2301

**3 DECEMBRE 1987. — Arrêté royal  
relatif aux dispositions pécuniaires générales  
de la programmation sociale 1987-1988**

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 18 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1er, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1987;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment les articles 2, § 1er, et 3, § 1er, 3°;

Vu le protocole du 4 novembre 1987 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation au sein du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 13 novembre 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux membres du personnel soumis au Comité commun à l'ensemble des services publics et faisant partie des administrations et autres services de l'Etat y compris les établissements d'enseignement de l'Etat, les centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, et les services qui assistent le pouvoir judiciaire, tels qu'ils sont énumérés à l'annexe I de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

**Art. 2.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° salaire brut mensuel : l'ensemble des rémunérations mensuelles, telles que déterminées par l'article 2 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs;

2° avantage pécuniaire : celui résultant de la réduction de moitié de la cotisation de solidarité et de l'augmentation des salaires visée à l'article 3, 1°.

**Art. 3.** Les salaires annuels bruts des membres du personnel visés à l'article 1er sont augmentés de 4 824 francs ou de 4 919 francs, calculés à l'indice 114,20, applicable depuis le 1er janvier 1971, selon que l'indice-pivot applicable au 1er juillet 1988 est supérieur ou inférieur à 135,30, et ce aux dates suivantes :

1° au 1er juillet 1988 si, à cette date, le salaire mensuel brut ne dépasse pas 68 639 francs à l'indice applicable au 1er novembre 1987;

2° au 1er janvier 1990 dans le cas contraire.

N. 87 — 2301

**3 DECEMBER 1987. — Koninklijk besluit  
betreffende de algemene geldelijke bepalingen  
van de sociale programmatie 1987-1988**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 18 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op de artikelen 2, § 1, en 3, § 1, 3°;

Gelet op het protocol van 4 november 1987 waarin de conclusies van de onderhandeling gevoerd in het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten zijn vermeld;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 13 november 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De bepalingen van dit besluit zijn toepasselijk op de personeelsleden onderworpen aan het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten en die behoren tot de rijksbesturen, andere rijksdiensten met inbegrip van de rijksonderwijsinstellingen, de rijkspsycho-medisch-sociale centra, en van de diensten die de rechterlijke macht terzijde staan, zoals ze zijn opgesomd in de bijlage I bij het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

**Art. 2.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° brutomaandloon : de gezamenlijke maandelijks bezoldigingen zoals die omschreven zijn bij artikel 2 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers;

2° geldelijk voordeel : het voordeel dat voortvloeit uit de vermindering van de solidariteitsbijdrage met de helft en de verhoging van de lonen bedoeld in artikel 3, 1°.

**Art. 3.** De brutojaarlonen van de in artikel 1 bedoelde personeelsleden worden verhoogd met 4 824 frank of 4 919 frank, berekend tegen het indexcijfer 114,20, toepasselijk sedert 1 januari 1971, naargelang de spilindex toepasselijk op 1 juli 1988 hoger of lager is dan 135,30, en dit op de volgende data :

1° op 1 juli 1988, indien het brutomaandloon op die datum 68 639 frank tegen het indexcijfer toepasselijk op 1 november 1987 niet overschrijdt;

2° op 1 januari 1990 in het tegenovergestelde geval.